

Mais en demandant davantage d'investissements canadiens, la plupart des gouvernements ont aussi soulevé la question des directives politiques locales. Elles vont plus loin dans certains pays que dans d'autres. La majeure partie des Antilles connaît le même genre d'examen de conscience que celui qui se pratique au Canada pour déterminer dans quelle mesure on peut ou on doit exercer un contrôle des investissements étrangers dans les secteurs clés. Nombreux sont ceux qui voudraient voir des intérêts locaux participer à la plupart des investissements. Cela peut ne pas être toujours possible, faute de ressources locales, ou à cause du genre des investissements. Cependant, ce que recherchent tous les gouvernements, c'est un moyen d'assurer que les capitaux étrangers soient employés dans l'intérêt du pays et de sa population dans le cadre des politiques nationales. Les gouvernements reconnaissent que les investissements étrangers permettent l'importation de connaissances et de compétences nécessaires ainsi que des capitaux, mais ils veulent aussi que les habitants de la région acquièrent ces connaissances et soient employés par ces industries. En regardant vers l'avenir, je prévois qu'on rendra plus sévères les conditions qui régissent les nouveaux investissements canadiens et qu'on insistera davantage auprès des entreprises canadiennes déjà établies pour les porter à se conformer aux politiques locales. La région a cependant besoin d'investissements sérieux et, selon ce que m'ont dit les gouvernements, ils savent parfaitement qu'il faut permettre à ceux qui investissent des fonds canadiens de tirer un bénéfice de leur exploitation, tout en se conformant aux politiques locales.

Ce que j'ai dit indique clairement que je n'ai personnellement aucune objection à nos relations étroites actuelles avec les Antilles du Commonwealth. A mon avis, ces relations continueront. J'entends constamment les dirigeants locaux dire qu'ils aiment avoir affaire au Canada, à cause de nos liens traditionnels, parce que nous les traitons à égalité, parce que nous n'avons aucune prétention d'impérialisme ou de domination, et, enfin, à cause de ressemblances de traditions de droit et d'administration, et de liens personnels très solides. Des premiers ministres aux chauffeurs de taxi, tout le monde semblait avoir été au Canada, avoir un parent au Canada, souhaiter aller au Canada, ou plus simplement avoir reçu une lettre d'un ami vivant au Canada. Et les dirigeants des pays antillais continuent à aspirer à l'amitié et à l'aide du Canada, maintenant peut-être plus que jamais dans le passé.

Nous avons parfois au Canada l'impression d'être une bien petite entité dans un monde vaste, moderne et compliqué où nous tentons de rester maîtres de notre destinée en nous dressant contre des forces supérieures. On retrouve le même sentiment dans les pays des Antilles faisant partie du Commonwealth, et il s'y manifeste peut-être d'une façon encore plus aiguë. Sur le plan intérieur, ces pays s'efforcent, avec les ressources limitées dont ils disposent, de promouvoir un développement rapide, tout en s'attaquant simultanément à tous les problèmes économiques et à toutes les difficultés sociales qui vont de pair avec un développement rapide. Sur le plan extérieur, ces pays sont conscients de la mobilité des courants commerciaux, et de l'existence de blocs économiques. Cependant on les sent enclins, -- pour reprendre l'expression employée par l'un de leurs dirigeants --, à "se sentir à l'aise" dans leurs rapports avec le Canada, et j'ai noté un peu partout un sentiment de respect envers la politique étrangère menée par notre pays.

Je ne voudrais pas sous-estimer le fait que nous aurons probablement affaire à l'avenir à de nouveaux problèmes qui seront comme la pierre de